



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

**A R R Ê T É PRÉFECTORAL N °BCTE/2024 - '36 DU 22 MARS 2024
AUTORISANT L'EXPLOITATION PAR LA SOCIÉTÉ MULTISAC
D'UNE INSTALLATION D'IMPRESSION SUR EMBALLAGES PLASTIQUES ET PAPIERS
SITUÉE EN ZONE D'ACTIVITÉS DE LA COMBE À CHASPUZAC**

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre I du livre V ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2024-09 en date du 19 février 2024 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Loire Amont approuvé par arrêté du 27 juillet 2021 ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

VU l'arrêté du 16 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2450 correspondant aux imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc., utilisant une forme imprimante ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les actes en date des 17 mars 2006 et 16 juin 2014 antérieurement délivrés à la société MULTISAC pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Chaspuzac ;

VU la demande du 23 décembre 2021, présentée par la société MULTISAC dont le siège social est situé à ZA la Courtanne 43620 St-Pal-de-Mons, à l'effet de régulariser l'extension des installations et activités qu'elle exploite en Zone d'activité de La Combe 43320 Chaspuzac et notamment les propositions faites par l'exploitant ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, notamment ceux en date du 3 mars 2023 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 09 mai 2023 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale établi par la société MULTISAC le 26 juillet 2023 ;

VU le rapport d'examen du 2 juin 2023 statuant sur la suffisance du dossier complété pour apprécier les inconvénients ou dangers du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

VU la décision en date du 7 juillet 2023 de la présidente du tribunal administratif de Clermont-Ferrand portant désignation du commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 septembre 2023 portant organisation d'une enquête publique d'une durée de 32 jours, du 30 octobre au 1er décembre 2023 inclus, sur le territoire de la commune de CHASPUZAC ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis d'enquête publique dans les communes de CHASPUZAC, SANSSAC-L'EGLISE, LOUDES, SAINT-JEAN-DE-NAY, VERGEZAC, SAINT-VIDAL, et BORNE ;

VU la publication en dates des 12 octobre et 3 novembre 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de CHASPUZAC, SANSSAC L'EGLISE, LOUDES, VERGEZAC, SAINT-VIDAL ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions en date du 5 mars 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU l'information fournie par l'exploitant dans son courriel du 06 mars 2024 relatif à l'abandon du projet d'extension du stockage de produits finis prévu dans son dossier d'autorisation

VU le projet d'arrêté transmis le 11 mars 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques du 21 mars 2024 au cours duquel le représentant de l'exploitant a été entendu ;

VU l'absence d'observations de la part du pétitionnaire sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet, des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les meilleures techniques disponibles sont effectivement mises en œuvre afin de respecter les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises pour maîtriser le risque d'incendie en lieu et place de certaines dispositions prévues par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux activités soumises au régime de la déclaration sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées en dernier lieu par l'exploitant quant aux volumes de stockage de produits finis ne modifient pas l'économie générale de son dossier de demande d'autorisation et n'ont pas d'effet sur la régularité de la procédure conduite ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire :

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société MULTISAC, (SIRET 807 427 307 00010), dont le siège social est situé à Z A Courtanne- La Charatte – 43620 SAINT-PAL DE MONS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de CHASPUZAC, Zone artisanale de La Combe (coordonnées Lambert 93 X=759657 et Y=6441909), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelle	Lieu-dit
CHASPUZAC	64 section AC	Zone artisanale La Combe

1.1.3 Autorisations embarquées

Sans objet.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisations

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations et activités relevant de réglementation ICPE .

ARTICLE 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales	Régime de l'installation / (*)
3670.2	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique 1. Supérieure à 150 kilogrammes par heure (A) 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1 (A)	Impression flexo	En 2022, utilisation >200 tonnes/an La quantité maximale autorisée sera de 210 t/an	A

2450	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j (A) b) supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j (D)	Impression flexo L'activité d'impression est assurée par 2 imprimeuses flexographiques (une à 8 couleurs et la seconde à 8 couleurs +1).	Total encres et solvants : 296 tonnes, utilisation 24h/24, 5j/7, 48 semaines, soit 240 j/an. 1 233 kg/j	A
2445	Transformation du papier, carton La capacité de production étant : 1) supérieure à 20 t/j (A) 2) supérieure à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 20 t/j (D)	Complexage du papier (1t) ; Façonnage des sacs papier (1t) ; Découpe de carton pour sacs à fonds cartons (100 kg) ; découpe de carton pour emballage (100 kg) deux machines à sachets	Total : 2,2 t/j (D)	D
1978	Solvants organiques 3. a) Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant (1) est Supérieure à 15 t/ an (D)	Impression flexo >200 tonnes/an	210 tonnes	D
2661-1	Polymères (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j (A) b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j (E) c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j (D)		1 t/j	D
2661-2	Polymères (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant a) Supérieure ou égale à 20 t/j (E) b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j (D)	Découpe sur rotative avec lame de coupe (1t/j) et Complexage (1t/j)	Total : 2 t/j	D
2663	Pneumatiques (stockage de) et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs	Bobines : 1 150 m3 Mandrins : 5 m3	Total : 1 155 m	D

	synthétiques) 2. Dans les autres cas [que l'état alvéolaire] et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 10 000 m ³ (E) b) supérieur ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 10 000 m ³ (D)			
--	--	--	--	--

(*) A (autorisation), D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface lié aux activités d'impression sur emballages plastiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STS.

Les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les valeurs limites applicables sont celles relatives à l'impression par flexographie (cf. article 3.11 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné).

Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29 du même code, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72 du même code dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel ou artisanal.

ARTICLE 1.5 - Garanties financières

1.5.1 Constitution des garanties financières

Le montant calculé des garanties financières est inférieur à 100 000 euros. Le site n'est pas soumis à constitution de garanties financières au titre de l'article R.516-2-I du Code de l'environnement.

ARTICLE 1.6 - Implantation

Les règles spécifiques d'implantation sont précisées dans le titre 5 du présent arrêté.

ARTICLE 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.8 - Conditions d'exploitation y compris en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant définit les conditions normales de fonctionnement de son installation et met en œuvre les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022, en particulier celles de l'article 2.9.4 de son annexe relative aux émissions lors des périodes d'exploitation autres que normales.

Le site est susceptible de fonctionner toute l'année en journée et de nuit (3x8), du lundi au vendredi.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les valeurs limites applicables sont celles relatives à l'impression par flexographie ; cf. article 3.11 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD).

ARTICLE 2.1 - Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Oxydateur thermique	Puissance du brûleur : 750kW	Gaz liquéfié	Mis en place en 2022
Conduit N° 2	Chaudière	400 kW	Fioul	

Le distillateur est en circuit fermé. La machine à laver est reliée à l'oxydateur

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur minimale en m	Diamètre nominal en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	13,4	1	19400	8

2.1.3 Prescriptions applicables

Les dispositions de l'Arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts est applicable aux installations rattachées au conduit N°2.

ARTICLE 2.2 - Limitation des rejets

2.2.1 Émissions totales de COV

L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, la valeur limite d'émission (VLE) suivante prévue par l'article 3.11.1.1 de l'annexe de l'arrêté du 2 février 2022 susvisé :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3

2.2.2 Émissions canalisées

Les rejets en COV canalisés font l'objet d'un traitement par oxydation thermique.

L'oxydateur thermique est considéré comme un équipement critique au sens de l'article 2.9.4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susvisé.

La température de la chambre de combustion de l'oxydateur est mesurée en continu et maintenue à un niveau adapté. Toute sortie du domaine normal de fonctionnement fait l'objet d'une alarme.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie de l'équipement d'oxydation.

Paramètre	Conduit n° 1	
	Concentration mg/Nm ³	Flux kg/h
COVT (exprimé en équivalent C)	20	0,4
NOx	100	2
CO	100	2

2.2.3 Émissions diffuses

Toutes les dispositions sont prises en vue de limiter les rejets diffus de COV (cf. article 2.4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susvisé), en particulier par la mise en place :

- d'un transfert automatique des solvants depuis les cuves de stockage vers les lignes d'impression ;

- d'une station automatisée de préparation des encres ;
- d'une détection de fuite dans la double enveloppe des tuyauteries ou des réservoirs ;
- d'une fermeture étanche du tunnel de séchage et la captation des émissions en partie supérieure du tunnel et des corps d'impression ;
- d'un système de nettoyage des équipements en circuit fermé automatisé ;
- de contenants fermés pour les chiffons souillés.

Le flux annuel d'émissions diffuses de COVT ne dépasse pas 25 t par an.

La valeur limite suivante est également respectée :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Émissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	12

2.2.4 Composés Organiques Volatils

L'exploitant tient à jour un plan de gestion des solvants tel que défini à l'article 4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné. Il le transmet annuellement à l'inspection des installations classées, statue sur le respect des valeurs limites d'émissions applicables et l'informe de ses actions visant à réduire la consommation et les émissions de solvants.

2.2.5 Maintenance du RTO

L'exploitant met en place des procédures pour garantir le bon fonctionnement de l'oxydateur comme le prévoit l'article 2.9.4 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022.

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) et réduit les émissions lors des OTNOC.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

ARTICLE 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet de l'oxydateur thermique. Il fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, selon les conditions définies ci-dessous :

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure (selon avis publié au journal sur les méthodes de référence)	Fréquence de transmission à l'inspection
Débit et vitesse	Annuelle	NF EN ISO 16911-1 (avril 2013) FD X43-140 (avril 2017)	Annuelle
NOx	Annuelle	NF EN 14792 (février 2017)	Annuelle
COVT	Annuelle	XP X43-554 (juillet 2009) NF EN 12619 (février 2013)	Annuelle
CO	Annuelle	NF EN 15058 (mars 2017)	Annuelle

L'exploitant doit fournir à l'autorité compétente régulièrement et au moins une fois par an les résultats de la surveillance des émissions.

2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant déduit ses émissions diffuses du plan de gestion des solvants tel que défini à l'article 4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné. Il assure la mise en œuvre effective des mesures de réduction d'incertitudes qui y sont précisées afin de garantir la fiabilité des données utilisées.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau

L'exploitant ne consomme pas d'eau pour les besoins de procédé industriel. L'eau utilisée pour le lavage est évacuée dans une filière de déchet adaptée.

L'utilisation d'eau sera limitée aux besoins sanitaires alimentés par le réseau d'eau potable. La consommation est estimée à 300 m³ par an.

ARTICLE 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

Les rejets aqueux sont constitués des eaux usées domestiques et des eaux pluviales.

Il n'y a pas d'eau de process. Le rejet d'eaux industrielles aux réseaux « eaux usées » et « eaux pluviales » est proscrit.

Les eaux de purge des compresseurs doivent être caractérisées sous 3 mois après notification de l'arrêté. En fonction des résultats, l'exploitant devra :

- soit informer le gestionnaire des eaux usées domestiques en produisant analyses et volumes concernés pour être sûr d'être autorisé à rejeter ces eaux dans le réseau
- soit les traiter comme des déchets dangereux.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	cf. plan de l'installation	Eaux pluviales	Ruisseau « Le chaspuzac »	Bassin de lagunage de la commune de Chaspuzac	Autorisation
Pt N°2	cf. plan de l'installation	Eaux domestiques usées	Réseau des eaux usées	Station d'épuration	Autorisation

Un plan à jour est transmis à l'inspection sous 1 mois après notification de l'arrêté. Il devra mettre en évidence les points de rejets, les vannes de coupure, le séparateur d'hydrocarbures.

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les eaux pluviales de toitures sont exemptes de pollution.

Les eaux pluviales de parking et de voiries susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le réseau d'eaux pluviales. Ce dispositif de traitement fait l'objet d'un entretien périodique de façon à garantir le respect des valeurs limites de rejets mentionnées à l'article 3.3 du présent arrêté.

Le dispositif de rejet des eaux pluviales au réseau public est équipé, sous 3 mois, de regards intermédiaires pourvus chacun d'une vanne guillotine permettant d'interrompre les écoulements en cas de pollution.

L'obturation par 2 vannes guillottes est automatique sauf à justifier que l'automatisation n'est pas techniquement possible. Dans une telle occurrence, l'exploitant établit une procédure pour l'obturation manuelle avec désignation des personnes en charge de cette opération.

Le dispositif manuel est figuré sur un plan affiché à l'entrée du site et des panneaux sont apposés sur les regards indiquant les vannes guillottes.

L'exploitant procède régulièrement à la manipulation des clés et à l'obturation des vannes pour prévenir tout risque de défaillance de ces organes en cas d'incident.

ARTICLE 3.3 - Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets

Le rejet d'eaux pluviales respectent les valeurs limites suivantes :

- pH : 5,5 – 8,5 ;
- Matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

ARTICLE 3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Sans objet.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise à fréquence annuelle une analyse du rejet de ses eaux pluviales pour s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prescrites par l'article 3.3.1 du présent arrêté.

ARTICLE 3.5 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant réalise, sous 6 mois, avec le concours d'un bureau d'étude spécialisé, une étude hydrogéologique, notamment pour déterminer la sensibilité et la vulnérabilité des milieux sols et eaux souterraines au droit de son site et le réseau piézométrique à mettre en place.

L'exploitant met en œuvre une surveillance des eaux souterraines selon les dispositions prévues par l'article 65 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé sauf à ce que l'étude hydrogéologique préalable conclue à l'impossibilité technique d'effectuer cette surveillance dans la ou les nappes phréatiques concernées.

Les paramètres surveillés sont ceux jugés pertinents dans le rapport de base établi en application du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement.

La fréquence de surveillance est quinquennale.

La première campagne a lieu dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

3.5.2 Surveillance des sols

L'exploitant met en œuvre une surveillance des sols selon les dispositions prévues par l'article 66 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

Les paramètres surveillés sont ceux jugés pertinents dans le rapport de base établi en application du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement.

La fréquence de surveillance est décennale.

La première campagne a lieu dans un délai de 10 ans à compter de la signature du présent arrêté.

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 4.1 - Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 2	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 3	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 6	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan figurant en annexe 1 au présent arrêté.

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 2 mois à compter de la suppression des sources identifiées (compacteurs) qui doit intervenir avant fin décembre 2024, puis tous les 5 ans, dans des conditions normales de fonctionnement. Cette fréquence de mesure peut être adaptée après accord de l'inspection des installations classées.

En cas de plainte, ou à la demande de l'inspection, une mesure des niveaux sonores peut être diligentée.

4.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Point de mesure 4	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Point de mesure 5	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.4 Actions correctives

Si les mesures réalisées font apparaître des dépassements des niveaux réglementaires en limite de propriété ou des émergences non conformes en ZER, l'exploitant fait procéder à une étude acoustique pour définir les sources de non conformités et établir un plan d'actions correctives permettant de remédier à ces dernières.

La réalisation des travaux de mise en conformité est achevée sous 9 mois après la notification du présent arrêté. L'exploitant procède dans les 2 mois suivants à une nouvelle campagne de mesures pour confirmer le retour à une situation conforme.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 5.1 - Dispositions générales

Les dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé concernant les points ci-dessous sont rendues applicables :

- prévention du risque sismique ;
- protection contre la foudre ;
- limitation des conséquences des pertes de confinement ;
- dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque ;
- principes généraux de prévention des risques ;
- localisation des risques ;
- état des matières stockées ;
- maîtrise des risques ;
- maîtrise de l'exploitation ;
- situations d'urgence et moyens d'intervention.

ARTICLE 5.2 - Dispositions complémentaires sur la maîtrise du risque d'incendie

5.2.1 Locaux à risques

L'exploitant établit un plan des locaux à risques (incendie, explosion, risques toxiques, ...) de ses installations. Ce plan est affiché à l'entrée du site et disponible pour les secours.

Délai de mise en œuvre : 2 mois après la notification de l'arrêté.

5.2.2 Système de détection incendie

L'ensemble des locaux à risque défini à l'article précédent est équipé d'un système de détection automatique d'incendie relié à une télésurveillance.

Délai de mise en œuvre : 9 mois après la notification de l'arrêté

L'alarme incendie est reportée en l'absence d'activité sur des personnels interne ou externes à l'entreprise susceptibles d'intervenir rapidement pour la levée de doute et l'alerte des secours.

5.2.3 Dispositions constructives

L'organisation des stockages de liquides inflammables et des matières combustibles est conforme au dossier de demande d'autorisation, notamment à l'étude de dangers et aux hypothèses prises pour les modélisations des scénarios d'incendie.

Dispositions constructives du bâtiment existant :

CONSTRUCTION

- o Fondations en béton armé
- o Partie production :
 - Ossature métallique floquée résistante au feu 2H
 - Murs SIPOREX CF 2h pour toute la partie production et bande technique
- o Local liquides inflammables :
 - Ossature béton
 - Murs coupe-feu 2h sur l'ensemble des faces du bâtiment

L'exploitant installe des portes coupe-feu 2 h sur la périphérie du local de liquides inflammables dans un délai de 6 mois.

TOITURE

- o Des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de chaleur (DENFC) sont présents en toiture du bâtiment principal : 5 dans la partie dépôt et 4 dans la partie atelier (2 dans l'atelier de sacherie et 2 dans l'atelier d'impression). Ils mesurent 2 m².

Dispositions constructives du nouveau bâtiment de stockage :

L'installation est implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes :

- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage ;
- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

L'exploitant justifie sous 3 mois du respect de cette prescription.

Les trappes de désenfumages représentent 2 % de la surface géométrique du bâtiment .

5.2.4 Le local de produits inflammables

L'exploitant réalise sous 3 mois, une nouvelle simulation flumilog pour le local des liquides inflammables en prenant en compte des portes CF 2H et les dispositions constructives effectives du mur de séparation des 2 cellules.

Si cette simulation montre des effets domino sur les installations du site ou des effets hors sites, l'exploitant procède aux modélisations des effets thermiques qui en résultent, et aux aménagements nécessaires à leur suppression (mur coupe-feu entre les deux cellules du local, rideau d'eau..).

5.2.5 Moyens de lutte contre un incendie

Concernant les moyens de lutte contre un incendie, l'exploitant dispose de ressources en eaux d'extinction (poteaux incendie, réserve d'eau, colonne humide avec poteaux relais ...) permettant de faire face à l'incendie majorant pouvant intervenir sur le site conformément à l'article 5.2.4 ci avant. L'exploitant produit sans délai les justificatifs de la disponibilité des moyens ainsi définis selon la D9, soit 390 m³/h préconisé 4 h par le SDIS donc 1560 m³.

Par ailleurs, l'exploitant justifie de la disponibilité des moyens suivants sous 9 mois :

- robinets d'incendie armés et d'extincteurs répartis sur le site ;
- un volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie d'une capacité minimale de 1630 m³ sauf à justifier, par la production d'un nouveau calcul sur la base des notes techniques D9 et D9a d'un besoin en eaux d'extinction et d'un volume de rétention inférieurs.

ARTICLE 5.3 - Dispositions complémentaires sur le risque de déversement accidentel

Le stockage des produits solvantés concentrés est effectué dans des cuves aériennes à double paroi sans système de détection de fuite avec alarme.

Les tuyauteries enterrées véhiculant les produits solvantés concentrés doivent disposer d'une capacité de rétention en cas de fuite. L'exploitant proposera sous 3 mois une solution technique et un échéancier de réalisation.

Le local « encres » est pourvu d'une rétention conforme aux dispositions des articles 24 à 27 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, dans un délai de 6 mois .

Une alarme en cas de fuite doit être installée dans la rétention du local de produits inflammables dans un délai de 6 mois.

L'aire de dépotage extérieure des solvants est dotée d'une rétention conforme aux dispositions des articles 24 à 27 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé dans un délai de 6 mois .

En phase de dépotage, la vanne d'obturation de l'aire de dépotage des solvants est maintenue fermée. Le remplissage des cuves est équipé d'un dispositif de sécurité interrompant le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation de la cuve est atteint dans un délai de 6 mois .

En cas de déversement accidentel, toutes les dispositions sont prises pour éviter un transfert de la pollution dans l'environnement. En particulier, des kits d'urgence (papiers absorbants...) sont mis à disposition des opérateurs en quantités adaptées aux besoins de protection.

En cas de déversement d'effluents pollués dans le réseau d'eaux pluviales du site, la vanne d'obturation du réseau d'eaux pluviales est fermée. Cette vanne est signalée et les actions à mener font l'objet de consignes.

ARTICLE 5.4 - Risque foudre

Les travaux de mise en conformité sont réalisés avant le 31 décembre 2024.

TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 6.1 - Prévention et gestion des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Le stockage des déchets dangereux liquides est réalisé dans des zones spécifiques, abritées et sur rétention.

Les déchets dangereux solides sont stockés dans des zones dédiées sous un abri protégeant des eaux météoriques.

L'exploitant met en outre en œuvre les dispositions de l'article 2.9.9 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné.

ARTICLE 6.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants (liste non exhaustive) :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 02	Plastiques
	15 01 01	Cartons
	15 01 03	Bois
	15 01 04	Déchets métalliques
Déchets dangereux	14 06 03*	Boues d'encre liquides
	08 03 12*	Boues d'encre pâteuses
	15 01 10*	Emballages souillés métalliques
	15 01 10*	Emballages souillés plastiques
	15 02 02*	Gants, chiffons, matériels
	08 05 01*	souillés Colles

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

ARTICLE 7.1 - Prescriptions applicables à certaines installations

Les dispositions des textes suivants sont applicables sauf disposition contraire dans le présent arrêté :

- Arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités

utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 8 - DIVERS

ARTICLE 8.1 - Ambroisie

L'exploitant élaborera et mettra en œuvre un plan de gestion de l'ambroisie tant en phase de travaux que d'exploitation du site, de manière à respecter l'obligation de lutte contre cette plante invasive allergisante, conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur (ARS/DD43/2020/01 du 28 février 2020) prescrivant la destruction obligatoire de l'ambroisie.

TITRE 9 - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 9.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 9.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être contesté devant le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du même code ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 9.3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Chaspuzac et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Chaspuzac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38, du code de l'environnement, à savoir SANSSAC-L'EGLISE, LOUDES, SAINT-JEAN DE-NAY, VERGEZAC, SAINT-VIDAL, et BORNE ;

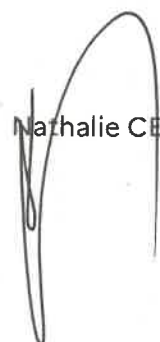
4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9.4 - Exécution - Notification

La Secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, le Directeur départemental des territoires de Haute-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Chaspuzac et qui sera notifié à la société MULTISAC.

Le Puy en Velay, le 22 mars 2024

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,


Nathalie CENCIC

ANNEXE 1 : Plan des points de mesures des émergences sonores autour du site MULTISAC

Les points retenus pour l'étude sont localisés comme suit :



Localisation des points de mesure du 15/11/2023

VU pour être annexé à l'arrêté n° BCTE 2024/36 du
22 mars 2024

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Nathalie CENCIC